



14ème législature

Question N° : 19717	De M. Fernand Siré (Union pour un Mouvement Populaire - Pyrénées-Orientales)	Question écrite
Ministère interrogé > Affaires sociales et santé		Ministère attributaire > Affaires sociales et santé
Rubrique > professions de santé	Tête d'analyse > gynécologues	Analyse > effectifs de la profession.
Question publiée au JO le : 26/02/2013 Réponse publiée au JO le : 09/04/2013 page : 3797		

Texte de la question

M. Fernand Siré appelle l'attention de Mme la ministre des affaires sociales et de la santé sur l'insuffisance alarmante des praticiens en gynécologie médicale. Alors que ces professionnels occupent une place primordiale dans le suivi des femmes enceintes mais également dans la prévention et le dépistage des MST et des cancers gynécologiques, on assiste à une véritable pénurie qui ne va cesser de s'accroître du fait des nombreux prochains départs à la retraite. Beaucoup de femmes recherchent ainsi en vain un praticien pouvant assurer leur suivi gynécologique et obstétrical et n'ont d'autre choix que de consulter en hôpitaux qui sont déjà saturés. Cette carence de spécialistes est encore aggravée dans les territoires déjà désertifiés médicalement. Le nombre de 20 postes de gynécologie médicale chaque année au *numerus clausus* est nettement insuffisant et nous allons être confrontés à un véritable problème de santé publique si nous n'intervenons pas à temps. Aussi, il aimerait connaître les intentions du Gouvernement en la matière.

Texte de la réponse

Le Gouvernement attache une grande importance au maintien de la profession de gynécologie médicale. En effet, la santé des femmes est une priorité majeure. Les femmes sont attachées à avoir un gynécologue médical. Une enquête publiée en mars 2010 a d'ailleurs démontré que sur un échantillon de 3 000 femmes, 93 % des interrogées souhaitent être suivies par un gynécologue médical pour ses compétences et 60 % parce qu'elles lui font confiance. Plus de 60 % des femmes consultent une fois par an. Le gouvernement souhaite donc garantir aux Françaises la possibilité d'accéder à un gynécologue médical quand elles le souhaitent. Ainsi, plusieurs réponses ont été apportées concernant la situation démographique de la profession de gynécologue médical. La première mesure est de consolider le DES de gynécologie médicale en tant que spécialité médicale à part entière : le projet de décret qui visait à rendre automatique l'agrément pour la gynécologie médicale des services de gynécologie obstétrique a été retiré. Le nombre de postes offerts à l'issue des épreuves classantes nationales en gynécologie médicale a été porté de 122 entre 2010-2011 et 2014-2015 à 153 entre 2012-2013 et 2016-2017. Enfin, pour permettre une répartition plus équilibrée de ces professionnels, le Gouvernement s'est engagé sur la signature de 1 500 contrats d'engagements de service public d'ici 2017 : les bénéficiaires de ce contrat s'engagent à exercer leurs fonctions, à compter de la fin de leur formation, dans des lieux d'exercice spécifiques proposés dans des zones où la continuité des soins fait défaut pour une durée minimale équivalente à celle correspondant au versement de l'allocation (avec un engagement minimum de deux ans). Ce dispositif a été conçu dans le but de renforcer l'offre de soins de premier recours sur le territoire ; il offre donc la possibilité d'accompagner très tôt les étudiants en médecine qui souhaitent s'orienter vers la gynécologie médicale.